



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA REGION POITOU-CHARENTES

**Arrêté préfectoral n° 85 /DREAL/2015  
Portant décision d'examen au cas par cas en application  
de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

***Aménagement du parc d'activités artisanales "Le Cluseau" à Vouhé (17)***

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION POITOU-CHARENTES  
PRÉFÈTE DE LA VIENNE  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

**Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et plus particulièrement ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.311-1 et suivants et R. 311-1 et suivants ;

**Vu** l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012, fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;

**Vu** le plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vouhé approuvé le 25 avril 2006 et modifié le 31 mai 2007, et n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

**Vu** l'arrêté de Madame la Préfète de région du 21 novembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Patrice GUYOT, Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Poitou-Charentes ;

**Vu** la décision de Monsieur Patrice GUYOT Directeur de la DREAL Poitou-Charentes et ses annexes en date du 30 décembre 2014 portant subdélégation de signature aux agents placés sous son autorité ;

**Vu** le formulaire d'examen au cas par cas n° 2015-001580 déposé par la Communauté de Communes Aunis Sud représentée par son Président Monsieur Jean GORIOUX et relatif à l'aménagement du parc d'activités artisanales "Le Cluseau" sur la commune de Vouhé (17 700), reçu et considéré complet le 29 avril 2015 ;

**Vu** l'avis de l'agence régionale de santé, réputé sans observation 14 mai 2015 ;

**Considérant** la nature du projet,

- qui relève de la rubrique n° 33° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- qui consiste en l'aménagement d'un parc d'activités artisanales composé de 12 lots à surface variable sur un terrain d'assiette de 33 427 m<sup>2</sup> dont 14 876 m<sup>2</sup> de surface de plancher ;
- étant précisé que le projet prévoit la création d'une voie nouvelle de 495 ml et l'aménagement de 7200 m<sup>2</sup> de surface en espace vert ;

**Considérant** la localisation du projet,

- au nord-ouest de la commune de Vouhé, sur des terrains agricoles classés en Aux, au croisement de la RD 115 et la RD 108 au lieu-dit « Le Cluseau » ;
- en extension de la zone d'activité existante sur des terrains classés en zone Aux du PLU ;
- à proximité du cours d'eau principal du secteur « Le Curé » qui se jette dans la baie de l'Aiguillon ;

**Considérant** les impacts probables du projet sur le milieu naturel,

- étant précisé que le projet fait l'objet d'un dossier de déclaration au titre de la Loi sur l'eau pour la gestion des eaux pluviales ;
- que l'aménagement de la zone apparaît compatible avec les objectifs qualité de la masse d'eau FRGR068 « Le Curé et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire » ;
- que le projet maintient les haies existantes et que dans le cadre de l'aménagement paysager, la création d'un boisement est prévue à l'Est du terrain d'assiette ;

**Considérant** que le pétitionnaire devra s'assurer au besoin, en procédant à des inventaires faune et flore, de la présence ou de l'absence d'espèces protégées et de leurs habitats, et que s'ils sont impactés par le projet, le pétitionnaire devra démontrer l'intérêt public majeur de son projet et présenter les autres alternatives étudiées afin de pouvoir déposer une demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées et de leurs habitats qui explicitera les mesures d'évitement et de réduction d'impact, ainsi que les mesures de compensation sur les impacts résiduels ;

**Considérant** qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'impact notable sur l'environnement au titre de l'annexe III de la directive 2011/92 UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 ;

## ARRÊTE :

### Article 1<sup>er</sup> :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, **le projet d'aménagement d'un parc d'activités artisanales composé de 12 lots sur la commune de Vouhé (17 700) n'est pas soumis à étude d'impact.**

### Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3 :

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Poitou-Charentes.

Fait à Poitiers, le 28 mai 2015

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Directeur Régional de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

La Directrice Régionale Adjointe

Marie-Françoise BAZERQUE

### Voies et délais de recours

#### 1- Décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale adressé à :

Madame la Préfète de région  
Préfecture de la région Poitou-Charentes  
1 place Aristide Briand  
86 000 POITIERS

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

#### 2- Décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la Préfète de région  
Préfecture de la région Poitou-Charentes  
1 Place Aristide Briand  
86 000 POITIERS

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à :

Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie  
Grande arche  
Tour Pascal A et B  
92 055 La Défense cedex

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Poitiers  
15 rue Blossac  
86 000 POITIERS